



Conseil d'administration

334^e session, Genève, 25 octobre-8 novembre 2018

GB.334/PFA/INF/2

Section du programme, du budget et de l'administration

PFA

POUR INFORMATION

Point sur la Stratégie de l'OIT en matière de connaissances (2018-2021)

Résumé: La présente note d'information propose un bref rappel des divers moyens d'action et passe en revue quelques-unes des principales initiatives qui contribuent à une meilleure utilisation des connaissances au stade de la formulation des politiques, tandis que le Bureau met en œuvre la Stratégie de l'OIT en matière de connaissances (2018-2021) adoptée par le Conseil d'administration à sa 331^e session (octobre-novembre 2017). Elle examine également comment le Bureau veille à ce que sa fonction de génération et de diffusion des connaissances soit en phase avec les besoins des mandats afin d'alimenter la réflexion sur le travail décent au niveau mondial et de renforcer les processus d'élaboration des politiques.

Unité auteur: Bureau de la Directrice générale adjointe pour les politiques (DDG/P).

Document connexe: GB.331/PFA/4.

1. La Stratégie de l'OIT en matière de connaissances (2018-2021) poursuit un double objectif: conforter la position de l'Organisation en tant que source de connaissances fiables sur les questions touchant au monde du travail et faire en sorte que ces connaissances puissent influencer sur les cadres d'action et les stratégies nationales, notamment en permettant aux partenaires sociaux de participer à l'élaboration des politiques. Cette vision s'appuie sur les trois objectifs stratégiques énoncés dans la Résolution concernant la manière de faire progresser la justice sociale par le travail décent adoptée par la Conférence internationale du Travail en 2016:
 - i) soutenir un dialogue éclairé sur l'action à mener;
 - ii) mieux faire comprendre en quoi une approche intégrée du travail décent peut contribuer au développement durable;
 - iii) renforcer la capacité des mandants à produire, utiliser et échanger des statistiques et des informations.

2. La Stratégie de l'OIT en matière de connaissances (2018-2021), examinée et adoptée par le Conseil d'administration à sa 331^e session (octobre-novembre 2017), énumère divers moyens d'action pour atteindre ces objectifs. La présente note d'information les rappelle brièvement et passe en revue certaines des initiatives clés qui contribuent à améliorer l'utilisation des connaissances au stade de l'élaboration des politiques. Elle examine également comment le Bureau s'efforce de mettre en phase sa fonction de production et de diffusion des connaissances avec les besoins des mandants afin d'alimenter la réflexion sur le travail décent au niveau mondial et de consolider les processus d'élaboration des politiques. Cela suppose, d'une part, de renforcer les capacités des mandants à produire et à mettre à profit les connaissances et, d'autre part, de concevoir les travaux de recherche et la communication de leurs résultats de manière à les rendre plus facilement exploitables par les mandants.

Objectif 1: soutenir un dialogue éclairé sur l'action à mener

3. Les décideurs et les partenaires sociaux ont besoin d'informations pertinentes, actualisées et détaillées ainsi que d'analyses de qualité sur lesquelles fonder leur dialogue et leurs décisions. C'est pour répondre à ces besoins que le Bureau s'attache à concevoir des travaux de recherche axés sur les politiques et reposant sur des données factuelles.

4. Les résultats des travaux de recherche doivent être produits et diffusés en temps opportun si l'on veut qu'ils soient utiles et mis à profit. Le Bureau veille de plus en plus à ce que ses travaux de recherche procèdent d'une solide compréhension des processus et des priorités des mandants en matière de politique générale aux niveaux national et régional. Par exemple, le fait de disposer des informations voulues au moment où les ministères commencent à préparer le budget de l'année suivante ne peut que lui valoir une oreille attentive de la part des gouvernements et des partenaires sociaux.

5. Des programmes de recherche qui sont élaborés collectivement et qui font intervenir les mandants au cours des différentes phases du processus – conception, mise en place du cadre méthodologique, obtention des premiers résultats, formulation des recommandations et diffusion des résultats finaux – contribuent à traiter des enjeux de politique générale les plus urgents. Une coopération appropriée avec les organismes de recherche locaux est de nature à favoriser une meilleure diffusion des résultats; les partenariats stratégiques peuvent, quant à eux, contribuer à mieux concilier les besoins d'expertise technique et la participation au niveau local, ce qui permettra par la suite une meilleure prise en compte des résultats de la recherche.

6. Un exemple de recherche qui illustre ces considérations est le travail actuellement consacré à la première politique nationale de l'emploi en Tunisie. A l'issue d'intenses consultations avec les mandants tripartites, cinq axes de recherche ont été convenus, et des chercheurs nationaux ont réalisé des études diagnostiques sur chacun d'eux, en partenariat avec un consultant international. Les résultats de ces études ont ensuite été examinés par une commission interministérielle tripartite établie dans le cadre de cette même initiative. Cette commission a constitué cinq groupes de travail, qui étaient composés de tous les principaux intervenants et experts et qui étaient chargés de trouver des solutions envisageables à partir des données probantes découlant de ces études. Des initiatives conjointes de ce type mettent à profit les connaissances des intervenants pour compléter les résultats des travaux de recherche, contribuent à l'instauration d'un consensus et favorisent la mise en pratique des connaissances. Les résultats de ce processus participatif sont notamment diffusés grâce à la publication d'un diagnostic de la situation de l'emploi, présenté sous forme de notes d'information thématiques afin d'être accessible à un large public. Le ministère tunisien de la Formation professionnelle et de l'Emploi a par ailleurs élaboré une stratégie de communication très complète afin que l'ensemble des citoyens puissent prendre connaissance de ce diagnostic de la situation de l'emploi et des processus généraux régissant l'élaboration des politiques.
7. La mesure dans laquelle les résultats de la recherche seront mis à profit dépendra aussi de la manière dont ils seront présentés. Le Bureau privilégiera des modes de publication qui rendent ces résultats accessibles aux non-spécialistes et qui répondent davantage aux besoins des décideurs que des articles de revue soumis à l'évaluation d'un comité de lecture. De nouvelles initiatives ont déjà été lancées, comme la publication pour 36 pays d'Asie et du Pacifique de fiches d'information sur l'emploi et la viabilité environnementale, initiative qui sera étendue à d'autres régions au cours de la présente période biennale ¹. Le BIT a collaboré avec une importante organisation de la société civile pour produire une courte vidéo destinée à expliquer les recommandations formulées dans un document qu'il avait consacré à la réforme des systèmes de parrainage des visas des travailleurs migrants au Moyen-Orient. Une note d'information sur les migrants en situation irrégulière – conséquence directe du système de parrainage – a ensuite été rédigée. Cette combinaison de supports d'information, qui propose aux décideurs des solutions à visée pragmatique présentées sous une forme conviviale, a été très favorablement accueillie dans la région et au-delà. Elle a alimenté les débats et a été citée en référence dans le cadre des négociations sur le Pacte mondial pour des migrations sûres, ordonnées et régulières.
8. La production d'éléments probants présuppose l'existence d'informations et de données de qualité. Le BIT a lancé plusieurs grandes initiatives en matière de recherche destinées à combler les lacunes constatées dans ce domaine et a publié notamment une série de rapports fournissant de nouvelles estimations quantitatives pour le travail des enfants, l'emploi des jeunes, les travailleurs domestiques, le travail forcé, les travailleurs migrants et les travailleurs sociaux. Le Département de la statistique et le Département de la recherche ont procédé à une analyse et à une évaluation minutieuses des méthodes et de la qualité des séries de données disponibles aux niveaux national et international utilisées pour produire ces estimations. De nouvelles initiatives seront lancées en vue d'assurer une meilleure disponibilité des données aux niveaux régional et national. Les statisticiens du travail en activité dans les régions jouent à cet égard un rôle crucial, et l'Equipe mondiale d'appui technique en matière de statistique va renforcer sa collaboration avec d'autres services du Bureau pour améliorer encore la disponibilité des données.

¹ Voir le site: https://www.ilo.org/asia/publications/issue-briefs/WCMS_624557/lang--en/index.htm.

9. Le Bureau entend être la première source mondiale d'informations sur les statistiques du travail. De précieux partenariats ont été établis ², et ILOSTAT ³ intègre désormais les indicateurs des objectifs de développement durable (ODD) dont l'OIT s'est vu confier la responsabilité. Le Bureau va intensifier les échanges automatisés de données avec les Etats Membres et d'autres organisations, de manière à réduire la charge de travail excessive due au traitement manuel des informations devant figurer dans les rapports. Il va par ailleurs poursuivre les efforts déployés pour harmoniser les données conformément aux normes adoptées par la Conférence internationale des statisticiens du travail (CIST), l'objectif étant de faciliter les comparaisons internationales et de satisfaire aux critères de qualité figurant dans les Principes fondamentaux de la statistique officielle approuvés par l'Assemblée générale des Nations Unies. La 20^e CIST (Genève, 10-19 octobre 2018) offre l'occasion d'améliorer les normes statistiques relatives à divers concepts liés au travail, tels que les formes atypiques d'emploi, le travail forcé, le travail des enfants, l'inadéquation des compétences ou les migrations de main-d'œuvre; elle permettra aussi de réviser le système de classification actuel, de manière à pouvoir appréhender la relation d'emploi dans le contexte des mutations du monde du travail.
10. S'il met à disposition des données et des informations, le Bureau participe également à diverses initiatives novatrices visant à en faciliter l'accès. Ainsi, l'application de recherche de données en ligne associée au rapport *Emploi et questions sociales dans le monde* permet désormais d'accéder rapidement à des informations actualisées sur le marché du travail des pays. Il convient de citer aussi les nouvelles pages Web d'ILOSTAT, qui offrent un accès plus intuitif aux séries de bases de données disponibles sur ce site ⁴, ainsi que la plate-forme mondiale d'accès à l'information juridique (GOALI) grâce à laquelle des institutions situées dans des pays à faible revenu ou à revenu intermédiaire et remplissant les conditions requises peuvent accéder en ligne à des travaux de recherche et à des formations dans le domaine juridique.
11. Les mégadonnées sont à l'étude, notamment parce qu'elles peuvent améliorer la qualité des informations utilisées dans le cadre des concertations sur les politiques, le but étant d'aider les parties prenantes à mettre en évidence des constantes, des tendances et des associations qu'elles n'auraient pas pu déceler autrement. L'initiative régionale «Amérique latine et Caraïbes sans travail des enfants» a mis au point un modèle d'identification des risques liés au travail des enfants fondé sur le traitement de mégadonnées. Ce modèle permet d'analyser les données existantes au niveau national (données quantitatives et qualitatives, enquêtes, recensements et registres administratifs) pour estimer le degré de probabilité du travail des enfants dans une région déterminée et identifier les principaux facteurs sous-jacents. Sur cette base, les décideurs sont mieux à même de prendre des décisions quant aux mesures les plus efficaces à prendre. Lancé en 2017 en Argentine, au Brésil, en Colombie, au Mexique et au Pérou, ce modèle est en passe de devenir un instrument clé pour la promotion de politiques globales et interinstitutionnelles visant à prévenir et à combattre le travail des enfants dans plus d'une dizaine de pays.

² Avec la Commission de statistique du Conseil économique et social des Nations Unies, le Comité de coordination des activités statistiques, le Partenariat mondial pour les données du développement durable et des bureaux nationaux de statistique.

³ Base de données statistiques de l'OIT, qui peut être consultée à l'adresse suivante: <http://www.ilo.org/ilostat>.

⁴ Des initiatives visant à améliorer la visualisation des données et l'accès à celles-ci sont en cours. Elles devraient permettre aux chercheurs et aux utilisateurs d'incorporer directement des données d'ILOSTAT à leurs sites Internet, réseaux sociaux et autres plates-formes en ligne.

Objectif 2: mieux comprendre en quoi une approche intégrée du travail décent peut contribuer au développement durable

12. Une meilleure connaissance des interactions qui existent entre les quatre piliers du travail décent ainsi que les résultats de l'approche intégrée sur le terrain renforceront l'impact des activités de l'OIT sur le programme de développement durable. Le Bureau s'attache par conséquent à consolider sa base de connaissances relatives à la contribution apportée par cette approche intégrée. Cela nécessite une collaboration accrue entre les départements techniques, entre le siège et les bureaux extérieurs et entre les équipes d'appui technique au travail décent dans le cadre de leurs activités de recherche, de collecte de données et de diffusion des connaissances.
13. L'approche intégrée de l'OIT présente trois avantages majeurs. Premièrement, la collaboration peut être à l'origine de solutions efficaces dans le domaine des connaissances. Les équipes mondiales d'appui technique constituent un vecteur efficace de la production de connaissances dans le cadre d'une approche intégrée et ont déjà apporté en temps voulu des solutions pertinentes aux Membres, comme le montrent les travaux consacrés aux travailleurs domestiques⁵.
14. Deuxièmement, l'approche intégrée permet de faire la synthèse des théories les plus avancées, et de leurs interactions, dans les domaines de l'économie, du droit, des relations professionnelles et des sciences sociales. Une approche pluridisciplinaire de ce type a souvent pour effet de remettre en question les opinions les plus répandues dans les instances multilatérales et dans d'autres organisations internationales. La poursuite de cette approche est également ce qui permet à l'OIT de formuler des recommandations novatrices et progressistes sur l'action à mener, qui sont de nature à peser sur les grands débats d'orientation au niveau mondial. Par exemple, les conclusions du rapport *Emploi et questions sociales dans le monde 2018: une économie verte et créatrice d'emplois*, fondées sur une approche pleinement intégrée de l'Agenda du travail décent, ont enrichi les discussions du Groupe de travail sur la durabilité climatique du G20⁶. De même, l'une des grandes réalisations de l'initiative sur les femmes au travail, à savoir le rapport *Care work and care jobs for the future of decent work*, publié en juin 2018, a apporté une contribution de fond à l'initiative sur l'avenir du travail et permis d'inscrire l'Agenda du travail décent dans le Programme de développement durable⁷. Dans les deux cas, c'est l'élaboration de supports de communication régionaux et nationaux adéquatement ciblés qui a permis d'assurer une diffusion à large échelle.
15. Troisièmement, une approche intégrée exige de s'adapter aux intérêts des partenaires sociaux et d'en tenir compte dans la conception de la recherche et du cadre analytique. Les travaux de recherche que le Bureau a consacrés à l'égalité de rémunération, par exemple, mettent en évidence la complémentarité qui existe entre des institutions de dialogue social fiables et des politiques de salaire minimum efficaces.

⁵ Plusieurs unités et programmes du BIT et tous les bureaux extérieurs collaborent avec les mandants nationaux et les institutions partenaires en vue de faire du travail décent une réalité pour les travailleurs domestiques du monde entier.

⁶ Un rapport distinct et concis basé sur le rapport *Emploi et questions sociales dans le monde* a été établi à l'intention du Groupe de travail du G20 sur la durabilité climatique et lui a été présenté.

⁷ Ce rapport s'appuie sur l'analyse des données microéconomiques de 100 pays et propose de nouveaux indicateurs pour mieux cerner les tendances et les causes sous-jacentes des inégalités auxquelles sont confrontées les femmes sur le marché du travail.

16. Les résultats de la recherche ne sont pas exclusivement utilisés à des fins de sensibilisation; ils servent aussi à prouver qu'une approche intégrée contribue concrètement à la promotion du travail décent au niveau national. A la suite des vives préoccupations exprimées par les mandants au sujet des problèmes que continue de poser l'économie informelle, le Bureau a organisé aux Philippines, en juillet 2018, le Forum d'experts pour le partage de connaissances Sud-Sud sur la formalisation des entreprises⁸. Le Brésil, le Chili et l'Uruguay ont fait bénéficier les participants de leur expérience en expliquant comment ils ont mis en œuvre tout un ensemble de mesures novatrices et coordonnées pour traiter le problème de l'informalité. Les responsables de l'élaboration des politiques aux Philippines ont vivement apprécié cette nouvelle approche du partage des données d'expérience. Le BIT a joué un double rôle en favorisant la mise en commun des savoirs et en consolidant les nouvelles connaissances acquises. Le Forum a apporté un précieux éclairage aux concertations sur les politiques aux niveaux national et sous-national et a pesé sur la définition des grandes priorités du pays: le Département du commerce et de l'industrie des Philippines a créé un sous-comité pour l'économie informelle dans le cadre du Conseil interinstitutions de développement des micro, petites et moyennes entreprises, dont il préside les travaux; à l'échelon infranational, le Conseil de développement régional de la Région IV-A a institué un groupe de travail chargé d'envisager l'intégration de certains éléments de la recommandation (n° 204) sur la transition de l'économie informelle vers l'économie formelle, 2015, dans les politiques macroéconomiques; les représentants gouvernementaux de la Région autonome musulmane de Mindanao ont fait figurer la formalisation de l'économie informelle au nombre de leurs recommandations.

Objectif 3: renforcer la capacité des Membres à produire, utiliser et échanger des statistiques et des informations

17. Les décideurs et les partenaires sociaux doivent être en mesure de comprendre les éléments factuels mis en évidence par les travaux de recherche et de les appliquer à l'élaboration des politiques. Les particuliers doivent, eux aussi, disposer de nombreuses aptitudes: connaître l'objet et la finalité des travaux de recherche et savoir mettre à profit leurs résultats; savoir rechercher et évaluer l'information issue de la recherche; être capable d'assimiler, de critiquer et d'intégrer cette information; adopter une attitude positive vis-à-vis des données probantes découlant de la recherche.
18. On peut citer de nombreux exemples de programmes de formation fructueux qui, s'appuyant sur les résultats des travaux de recherche les plus récents, permettent aux Membres de mieux comprendre les grandes questions de politique générale. Les académies du Centre de formation de l'OIT sur la sécurité sociale, les compétences, le dialogue social, la transition vers l'économie formelle et autres thématiques sont organisées dans un contexte international de partage des connaissances et constituent un cadre particulièrement propice aux échanges entre pairs. L'académie sur la gestion des connaissances contribue au développement d'une culture de l'apprentissage fondé sur l'analyse des politiques. Les participants examinent en détail et mettent en pratique les principes, outils et méthodes les plus récents utilisés pour améliorer la création, l'application, le partage et la gestion des connaissances. Dans le domaine des statistiques, les cours portent sur la conception de questionnaires concernant la main-d'œuvre et d'autres questionnaires utilisés à des fins d'enquête, notamment sur la mise en œuvre des résolutions de la CIST, le renforcement des systèmes d'information sur le marché du travail et l'analyse de données relatives à divers aspects des statistiques du travail, y compris les indicateurs des ODD.

⁸ Voir le site. http://www.ilo.ch/manila/eventsandmeetings/WCMS_634492/lang--en/index.htm.

19. Au niveau national, les activités de renforcement des capacités sont conçues en fonction de la demande des pays. En Mongolie, les Directives de l'OIT concernant une définition statistique de l'emploi dans le secteur de l'environnement adoptées par la CIST en 2013 (qui englobent également les emplois verts) ont été mises en œuvre à titre expérimental, en partenariat avec l'Office national de statistique du pays. A la demande de mandants de l'OIT, le Bureau aide l'Afrique du Sud, la Barbade, le Cameroun, les Philippines et le Sénégal à lancer des projets similaires et s'appuie à cet effet sur la collaboration entre plusieurs départements du siège et les bureaux extérieurs.
20. Le renforcement des capacités des partenaires sociaux constitue une priorité. Le cours bilingue à l'intention des Etats membres de la Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) sur le renforcement des capacités des organisations de travailleurs à participer activement à l'élaboration des politiques nationales de l'emploi a été dispensé au Ghana en septembre 2018. Cette expérience montre comment les connaissances produites par le Bureau peuvent être efficacement transposées dans des outils pédagogiques pratiques, comme la publication intitulée «Les politiques nationales de l'emploi: un guide pour les organisations de travailleurs»⁹.
21. Les partenariats mis en place avec d'autres organismes des Nations Unies élargissent la portée des programmes de formation du BIT en intégrant la composante «travail décent» dans le contexte plus large des politiques de l'Organisation des Nations Unies. Par exemple, le BIT s'est associé au secrétariat de la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques pour former les mandants aux méthodes de mesure de l'impact sur l'emploi des politiques relatives aux changements climatiques. Trois ateliers de formation conjoints ont été organisés en 2018: un à Bahreïn en mars, un deuxième en mai pendant la Conférence des Nations Unies sur les changements climatiques qui s'est tenue en Allemagne, et un troisième au Cap (Afrique du Sud) en septembre.
22. L'apprentissage par les pairs, au même titre que les voyages d'étude et les forums régionaux ou mondiaux de partage des connaissances, constitue un outil précieux pour une appropriation concrète des connaissances. Une réunion qui s'est tenue au Népal en mars 2018 a ainsi donné l'occasion à des employeurs d'Asie du Sud de partager leurs expériences sur la lutte contre le travail forcé et la traite des êtres humains; les mandants de neuf pays ont échangé leurs données d'expérience concernant la conception efficace de politiques salariales dans le cadre d'un atelier régional organisé en août 2018 en Inde. L'apprentissage par les pairs peut également avoir lieu par le truchement de programmes spécifiques de coopération pour le développement, comme le programme Building Bridges au Viet Nam et au Cambodge et le programme d'apprentissage par les pairs dans les Balkans occidentaux.
23. Le renforcement des capacités des mandants peut également s'opérer dans le cadre d'échanges et d'activités avec le Bureau. Par exemple, ce dernier met en œuvre dans plusieurs régions et pays le programme Femmes d'affaires et femmes cadres afin que les organisations d'employeurs soient mieux à même d'engager une collaboration plus stratégique avec les gouvernements, les entreprises et d'autres parties prenantes sur les questions touchant à la diversité de genre, mais aussi pour leur permettre d'effectuer un examen critique de leurs propres structures internes. Dans le cadre de ce programme, le Bureau travaille avec les organisations d'employeurs à la mise au point de produits de la connaissance. Etablis sur la base d'enquêtes effectuées dans des entreprises, ces produits mettent en lumière tant les opportunités à saisir que les difficultés à surmonter pour que les entreprises puissent tirer parti, dans leurs activités, de l'avantage concurrentiel que leur procure la diversité de genre. En 2018, des organisations d'employeurs du Honduras, du

⁹ Rédigé avec clarté et traduit en cinq langues, ce guide est utilisé pour organiser des ateliers de renforcement des capacités dans les régions et pour donner les moyens aux organisations de travailleurs de mieux maîtriser l'information dans le cadre des concertations sur les politiques.

Panama et de l'Inde ont publié des rapports nationaux sur ce programme contenant des recommandations appelées à être élaborées plus en détail. Un nouveau partenariat a été établi avec ONU-Femmes en vue de produire des rapports nationaux sur ce programme pendant la période biennale en cours, en collaboration avec des organisations d'employeurs en Argentine, au Brésil, au Chili, au Costa Rica, en Jamaïque et en Uruguay.

24. Pour faciliter l'apprentissage, il est également important de pouvoir s'appuyer sur des dispositifs efficaces qui permettent de recueillir et de systématiser les connaissances qui découlent de l'exercice d'une activité professionnelle et de les transformer en contenus accessibles et faciles à partager. Il faut pour cela disposer de systèmes (généralement numériques) conçus pour stocker ces connaissances et autres informations pertinentes, afin que les mandants puissent y accéder et utiliser ces contenus selon leurs besoins. Deux exemples de ce type de système sont: la Plate-forme mondiale, publique-privée, de partage des connaissances sur les compétences au service de l'emploi, outil en ligne pluri-institutionnel qui permet de partager des données, des évaluations, des approches, des connaissances et des expériences sur les politiques et pratiques en vue de promouvoir des systèmes fiables de développement des compétences et de formation ¹⁰, et la Plate-forme protection sociale du BIT, outil mondial de partage des connaissances aux fins de l'extension de la protection sociale ¹¹.

Diffuser les résultats de la recherche pour améliorer la mise en pratique des connaissances

25. Le recours à des technologies conviviales est de plus en plus favorisé pour améliorer le partage des connaissances au sein du BIT et renforcer ainsi la mise en œuvre de la Stratégie de l'OIT en matière de connaissances (2018-2021). La stratégie en matière de technologies de l'information vise à exploiter le potentiel des technologies pour rationaliser les méthodes de travail, encourager l'innovation, améliorer la prise de décisions et faciliter le partage des connaissances dans l'ensemble du Bureau. L'objectif est de permettre à l'OIT de gagner en efficacité, d'affiner ses analyses et d'offrir aux membres du personnel, aux gouvernements et aux partenaires sociaux un espace où ils peuvent travailler plus facilement et plus efficacement pour partager l'information et la connaissance.
26. Le partage des connaissances en interne – notamment entre le siège et les bureaux extérieurs – étant une priorité, le Bureau a adopté l'outil SharePoint comme moyen de communiquer l'information à son personnel. La création dans le courant de 2018 d'une nouvelle page d'accueil Intranet marque une étape importante de cette évolution vers le partage de l'information. Cette page constitue un guichet d'accès unique pour tous les membres du personnel, au siège et dans les régions, et leur offre de nouvelles fonctionnalités. Elle facilite et uniformise l'accès aux informations provenant de l'ensemble du Bureau et présente en outre l'intégralité des contenus produits pour le bulletin d'information interne du BIT *Inside*, notamment des articles et des interviews sur les priorités de l'OIT, les derniers travaux de recherche et les enseignements qui en ont été tirés, l'objectif étant de contribuer à une bonne information de l'ensemble du personnel.

¹⁰ Voir le site: https://www.ilo.org/skills/pubs/WCMS_216435/lang--fr/index.htm.

¹¹ Voir le site: <https://www.social-protection.org/gimi/ShowWiki.action?id=9&lang=FR>.

27. SharePoint est appelé à devenir un outil clé pour le renforcement de la collaboration – grâce notamment à une grande diversité d’espaces de travail en ligne réservés à des communautés de pratique et consacrés à des questions spécifiques – ainsi que pour le partage des connaissances entre les équipes et les bureaux. Parallèlement, une série d’événements axés sur l’échange d’informations appelés «Inside Out» a été organisée pour informer l’ensemble du personnel au sujet des principaux rapports et faits nouveaux et permettre des échanges avec les auteurs et les organisateurs.
28. L’évolution des technologies a permis à l’OIT de transmettre ses connaissances par le biais de diverses plates-formes en ligne de manière novatrice et attrayante. L’un des objectifs prioritaires du plan de communication de l’OIT pour 2018-19 est de tirer parti de ces innovations pour assurer auprès des principaux publics cibles une diffusion aussi efficace et conviviale que possible des conclusions des études et des recommandations de l’Organisation. Les plates-formes des réseaux sociaux sont déjà utilisées pour diffuser les connaissances de l’OIT, notamment via Twitter, Facebook, LinkedIn et le blog de l’OIT, et un compte Instagram sera ouvert prochainement. Le BIT se sert de certaines fonctionnalités offertes par ces plates-formes pour interagir directement avec le public; Facebook Live, notamment, lui permet de diffuser des interviews d’experts auprès des utilisateurs de cette application, qui peuvent ensuite poser leurs propres questions.
29. Des projets récents ont modifié l’usage que les membres du personnel et les mandants font des données de l’Organisation, renforçant ainsi la visibilité et l’utilisation de ces informations. Le Portail de connaissances, l’Initiative mondiale pour l’emploi décent des jeunes, l’Initiative sur l’avenir du travail, le tableau de bord i-eval Discovery et le tableau de bord consacré aux résultats en matière de travail décent sont autant d’exemples qui illustrent comment des données et des contenus complexes peuvent être transposés dans des portails d’information pratiques et accessibles. Qu’il s’agisse de fournir des données par pays couvrant l’ensemble des Etats Membres de l’OIT, de relever un défi crucial pour le monde du travail ou de traiter des futures mutations du monde du travail, ces plates-formes répondent aux besoins des mandants en ce qui concerne le partage des connaissances.
30. Des innovations telles que la plate-forme InfoStories ont permis à l’OIT de partager ses connaissances sur les questions touchant au monde du travail selon des modalités multimédias novatrices et interactives (textes, vidéos, visualisation des données et données audio). Une technologie similaire est utilisée pour la création d’un site Web intitulé ILO100, afin de présenter l’histoire et les savoirs de l’Organisation d’une manière captivante et interactive.
31. L’efficacité de ces différentes plates-formes sera évaluée à la lumière des données utilisateurs et des avis que ceux-ci auront formulés, et cette analyse servira à apporter au fil du temps les améliorations voulues. Le service de messagerie électronique d’Aedra permet par exemple au Bureau d’avoir un suivi des échanges avec les utilisateurs grâce à un bulletin d’information actualisé chaque semaine et à d’autres courriels ciblés à l’intention des abonnés. Le Bureau continuera de suivre les progrès dans ce domaine et d’étudier quelles nouvelles technologies adopter pour être encore mieux à même d’atteindre des publics déterminés et de diffuser ses connaissances.

Conclusion

32. Faire de l'OIT le centre d'excellence mondial sur les questions du travail et veiller à ce que ces connaissances soient utilisées dans le cadre des débats sur les politiques aux niveaux national, régional et mondial est une priorité majeure pour le BIT. Fort des importants progrès déjà réalisés depuis l'adoption de la Stratégie de l'OIT en matière de connaissances (2018-2021), le Bureau va étendre l'application des meilleures pratiques à l'ensemble de ses unités et départements. Il continuera de renforcer la collaboration tant en interne qu'avec d'autres organisations. Travailler avec les mandants pour répondre à leurs besoins et mettre à profit leurs connaissances demeure un objectif prioritaire, et c'est pourquoi le Bureau s'emploiera plus activement à associer à intervalles réguliers les gouvernements et les partenaires sociaux à son programme de recherche. Il va également poursuivre et intensifier ses efforts pour garantir la qualité de ses statistiques et de celles produites par les Membres ainsi que leur conformité aux normes internationales les plus récentes. A l'heure où la technologie met à la disposition de l'Organisation de plus en plus de moyens de diffuser ses travaux dans un but pragmatique, le Bureau continuera de tirer le meilleur parti de ces possibilités.